

«NOUS SOMMES TOUS RESPONSABLES» DU

EDITORIAL
GERARD DUPUY

FAILLITES

Le refus d'une des parties de l'affreux déchirement rwandais d'admettre la participation de troupes françaises à une éventuelle force internationale d'interposition résonne comme une gifle retentissante pour un pays qui: 1) se prend pour la fille aînée des Droits de l'homme; 2) n'a pas négligé ses efforts pour faire de l'Afrique (du moins de l'Afrique francophone) son «pré carré»; 3) a prétendu subtilement insinuer de «nouveaux rapports» avec le tiers monde voici une grosse déconne. La responsabilité des Français dans la situation qui a conduit aux massacres rwandais, si elle est indéniable, n'est qu'une petite partie d'une cascade de défaillances dont le secrétaire général de l'ONU a dressé la liste (et dont il n'y a aucune raison de l'excuser). Cette universelle culpabilité ne doit pas gommer ou excuser le rôle singulier qu'y occupe notre pays: il a failli comme les autres, mais plus qu'eux et avec moins de raisons, bonnes ou mauvaises.

Mais pour les victimes, devant l'ampleur du désastre, le cas français reste un détail. La tâche à entreprendre d'urgence dépasse de toute façon les moyens nationaux et réclame un engagement de la «communauté internationale» (rarement le mot «communauté» aura été aussi piétiné de dégoût, c'est-à-dire de l'incorruptible ONU. Dans la façon de réaliser le diplomatie-militaire: qui se souvient que les Casques bleus ont été, voici peu, honorés par... un prix Nobel de la paix? Les dysfonctionnements une fois de plus patents de l'organisation internationale obligent à s'interroger sur son utilité, du moins en cas de crise ouverte. Faut-il voir dans l'ONU un moindre mal et désespérer de mieux? Ou bien doit-on y reconnaître un «machin» qui paralyse en fin de compte les interventions nécessaires?

Une chose est sûre: les horreurs s'ajoutent aux horreurs, et pas seulement au Rwanda, non tant dans l'indifférence que dans l'impuissance. Les pays occidentaux, revenus de leurs aventures coloniales et de leur bras de fer anticommuniste, s'aperçoivent qu'il était plus facile de faire régner l'ordre ou la menace que d'instaurer la paix et la démocratie. Si Kigali est au cœur des ténèbres, ce n'est pas qu'ailleurs brillent, en contraste, les lumières. Au mieux, une sourde mais angossante obscurité.

LE CONSTAT
D'ECHEC DE L'ONU
AU RWANDA

Sept semaines après le début des massacres qui ont causé la mort d'au moins deux cent mille personnes, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré mercredi à New York que la poursuite du «génocide» au Rwanda était un «échec» et un «scandale». «Nous sommes tous responsables de cet échec, non seulement les grandes puissances mais aussi les pays africains, les organisations non gouvernementales, toute la communauté internationale», a-t-il déclaré.

Dénonçant les tergiversations de «la société internationale» qui est «toujours en train de discuter de ce qui doit être fait», Boutros-Ghali a affirmé avoir «supplié» des chefs d'Etat d'envoyer des troupes au Rwanda. «Je dis avec une grande humilité que j'ai échoué. C'est un scandale.» Pour pathétique que soit cette déclaration, le secrétaire général ne dit pas pour autant avoir perdu tout espoir de mobiliser la force humanitaire de 5 500 Casques bleus, autorisée par la résolution 918 adoptée le 17 mai par le Conseil de sécurité.

Pour l'heure, seuls quatre pays africains — le Ghana, l'Éthiopie, le Sénégal et dernièrement le Zimbabwe — ont pris l'engagement de contribuer, avec un total de 3 200 hommes, à la Minuar (Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda). A New York, où on indiquait le possible engagement du Nigeria qui fournirait le

«cinquième bataillon», plusieurs observateurs regrettaient l'absence de troupes occidentales et redoutaient, de ce fait, voir le Rwanda sombrer dans la «même indifférence» que la Libéria où seule une force interafricaine est présente.

Si, au lendemain du vote de la résolution, le secrétariat des Nations unies avait relevé un certain engouement des Etats à se joindre à l'opération — un «téléphone rouge» avait même été installé à New York pour recevoir à tout moment les propositions des pays intéressés par cette nouvelle opération humanitaire —, il faut remarquer que sur la douzaine de volontaires de la première heure, dont quelques pays occidentaux, il n'en reste qu'une toute petite poignée.

L'Australie a prudemment précisé que la participation de ses troupes à la Minuar était assujettie à la clarification du mandat onusien. «Nous n'allons pas nous précipiter (...) tant que nous ne serons pas assurés qu'un mandat qui puisse être appliqué ne sera pas défini et que les moyens financiers affectés pour le mettre en œuvre ne seront pas là», a déclaré la semaine dernière le ministre australien des Affaires étrangères.

Faisant le même reproche, le Danemark avait pour sa part refusé toute participation à la mission de l'ONU qu'il qualifiait de «quelque peu incertaine», et le ministre des Affaires étrangères avait alors ajouté que ce sont «les puissances régionales au sein de l'OUA qui

devraient supporter les efforts de l'ONU» au Rwanda. En Italie, contrairement aux déclarations faites lundi à Bruxelles par le ministre de la Défense, Rome n'aurait fait parvenir aucune proposition concrète pour se joindre à l'effort onusien, selon Boutros Boutros-Ghali.

Commentant les réticences occidentales, le secrétaire général de l'ONU a déclaré qu'il avait constaté une «fatigue des pays contributeurs» depuis l'aggravation des crises économiques, et noté leur peu d'empressement à mettre un terme aux conflits depuis la fin de la guerre froide. Dépité par le silence des Occidentaux, il a même fait appel à Bernard Kouchner, l'ancien ministre des Affaires humanitaires, envoyé au Rwanda pour tenter de mobiliser l'opinion publique. «Soyons honnête, a commenté Boutros-Ghali, j'ai échoué.»

Les Etats-Unis, particulièrement timorés depuis leur fiasco en Somalie, s'étaient opposés devant le Conseil de sécurité à l'envoi de Casques bleus au Rwanda. Privilégiant la mise en place de zones de sécurité le long de la frontière du Burundi, l'ambassadeur américain avait finalement voté à contre-cœur la résolution, au bout de neuf heures de discussions, estimant que le coût d'une mission de 5 500 Casques bleus pour le Rwanda était trop onéreux.

Vilipendé par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) pour avoir soutenu et armé le gouvernement rwandais, la France se retrouve aujourd'hui interdite de participer à la force onusienne. «Nous pensons que moins la France est impliquée dans le règlement de ce conflit, mieux c'est», a déclaré hier le vice-président du FPR, Patrick Mazimbaka. Le leader rwandais a également émis des doutes quant à la livraison d'armes par Paris aux troupes sénégalaises sensées intervenir au Rwanda. «Nous devons être sûrs que les équipements que les Français fourniront aux Sénégalais ne seront pas des équipements susceptibles de nuire aux opérations ou au FPR», a-t-il ajouté. «Nous ne voulons pas par exemple d'équipements qui puissent être munis de détecteurs d'une quelconque catégorie», a précisé le dirigeant rwandais, en soulignant que son mouvement était aujourd'hui en position de gagner davantage de territoires.

Alain FRILET

Massacré brutal dans un camp de Kabgayi, tenu par les Hutus.



A Kabgayi, non loin de la ville

A Butare,

Centre intellectuel, la
Les Hutus, craignant la

Butare, envoyé spécial

Insupportable. Le bruit des cuillers. Dans le silence du réfectoire, entre quatre murs ornés d'un petit portrait du pape, d'un crucifix, de deux images pieuses et d'une hiouze pendule en plastique, quinze personnes grattent leurs assiettes, mécaniquement, sans insister. C'est moins la nourriture, de toute façon frugale, qui les intéresse que le semblant de normalité: l'heure des repas, les retrouvailles rituelles les rassurent. Le soir, lorsque soudain la lu-



Gilles Perrot/Magnum

de Gitarama où siège le «gouvernement» rwandais, l'exode des réfugiés. Plus de 30 000 personnes, dont la plupart sont tutsis, ont afflué dans la région.

les bourreaux ont peur d'être victimes

deuxième ville du pays où cohabitait pacifiquement les deux ethnies, est entre les mains des soldats et des miliciens. victoire du FPR, redoutent d'être eux-mêmes l'objet de représailles et massacrent «par anticipation».

mière revient et que l'on peut éteindre les bougies, les visages graves, abandonnés à leurs pensées dans l'intimité du clair-obscur, se recomposent dans la violence du néon. L'effort est pénible mais salutaire. Car la nuit sera longue et, ici, dans un non-dit partagé, chacun craint qu'elle puisse être la dernière.

Des hommes en armes vont-ils revenir? Vont-ils à nouveau escalader l'enceinte, frapper rageusement aux portes des chambres, hurler au milieu de ce beau jardin, entre bananiers et glycines? Vont-ils, cette fois encore, re-

partir avec quelques vélos, des mobylettes, un petit butin vite raflé, tout en menaçant de revenir? Ou vont-ils insister, pourchasser les furtives ombres dans la cour, fracasser la planche de bois derrière laquelle des voix étouffées chuchotent leur angoisse de la mort? Dans ce réfectoire que la brutale grâce du néon vient de sauver des catacombes, tous y pensent mais personne ne dit rien. Aussi, que resterait-il à dire? Que pourrait dire, par exemple, le jeune Martin à son ami, ce vieux professeur de philosophie à

l'abbé austère, cet homme chauve à cette femme fragile? Qui ils sont, l'un tutsi, l'autre hutu? Ici, ça n'a pas de sens, sinon celui du martyr. Pour le seul crime de partager le silence, de ne le rompre que par la grinçante euphonie des cuillers, tous risquent de périr. Lendemain de génocide à Butare, la seconde ville du Rwanda. Loin de la capitale Kigali, du front militaire et du fracas des armes, les soldats et miliciens quadrillent un cimetière. Aux innombrables barrages, non seulement à l'entrée et à la sortie de la ville mais à

chaque carrefour et au gré de lubies sécuritaires, des hommes en armes - fusils, machettes, gourdins, clés à molette ou tout autre ustensile, tranchant ou contondant, propre à tuer - contrôlent les passants, à pied ou en voiture. Les uns montrent leur carte d'identité, portant mention de l'ethnie, les autres, en plus, une «feuille de route», le laissez-passer signé, au moins, par un sous-préfet. Sauf le mercredi, jour du marché, il n'y a guère de civils dans la rue. Un mois après la folie meurtrière, on sort toujours le moins possible.

Butare était le sanctuaire intellectuel et spirituel du pays, le lieu, aussi, où Tutsis et Hutus cohabitaient en faisant naître l'espoir d'une volonté de vivre ensemble. Aujourd'hui, dans cette ville fantôme, la plus grande université du Rwanda, la plus importante école théologique, l'immense cathédrale en briques jaunes orangées, mais aussi les pimpants magasins du centre-ville, le cinéma, les hôtels et la salle de jeux sont tous fermés. N'ayant subi aucun dommage matériel, ces bâtiments se dressent toujours le moins possible.

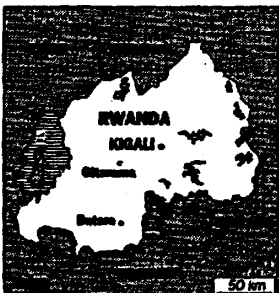
●●●

... sent, en l'absence de toute vie, comme des pierres tombales d'un passé assassiné: très nombreux à Butare, une ville d'au moins 200 000 habitants, les Tutsis y ont été exterminés. Combien sont morts? Tous ceux qui n'ont pas réussi à fuir, peut-être même tous sauf - comme le dit un prêtre, lugubrement - les «unités individuelles» qui se cachent encore.

C'est le 16 avril, dix jours après la mort du président Juvénal Habyarimana, que la rage vengeresse a atteint Butare. «Ce n'était pas spontané, mais des gens affluaient de partout, disant que les Tutsis avaient tué le Président, qu'ils s'attaquaient aux Hutus et qu'il fallait éliminer l'ennemi de l'intérieur», raconte un témoin. Ainsi, les habitants hutus ont-ils tué leurs voisins tutsis par peur de se faire tuer à leur tour. L'hécatombe par anticipation. «C'était terrible, pendant une semaine personne n'a osé sortir», dit un religieux. En furie, les militaires et civils confondus sont entrés dans les maisons, ont sortis des êtres horrifiés, vite assassinés, décapés, écrasés. Comme ailleurs, les prisonniers ont été réquisitionnés pour les enterrer. «Il y a des fosses communes partout, murmure une jeune femme. Notre ville a désormais une ceinture de charniers.»

Les Tutsis ne sont pas les seuls à avoir péri. Evinés du pouvoir qu'ils exerçaient par le coup d'Etat du général Habyarimana, en 1973, les Hutus du sud, alors eux aussi opprimés, s'étaient rapprochés des Tutsis. Butare, en particulier, était devenu le berceau de l'opposition intérieure, de ces «modérés» qui, entre la dictature militaire et la rébellion armée, cherchaient une voie médiane pour la démocratie ou, plus précisément, un meilleur partage du pouvoir. Après la mort du général-président, tous ces Hutus «progressistes», considérés comme des «traîtres à la race» par les militaires presque exclusivement recrutés au nord, ont subi la colère meurtrière de l'armée et de la milice de l'ancien régime.

Aujourd'hui, tout le monde - «la majorité des impuissants», comme les désigne le vieux père Lucien - se terre. Les rares Tutsis rescapés se cachent dans de faux plafonds, vivent dans des trous de jardin, s'ensevelissent sous des planches, pour quelques heures de sommeil sur un chantier abandonné. Les Hutus, eux aussi, ont peur. Une carte d'identité perdue, un patronyme qui ne revient pas à un de ces nervis aux barrages, souvent ivres morts, et leur sort est joué. A Butare où, il y a deux mois, vivaient plus d'une centaine d'Européens, même les Blancs ne sortent plus. De toute façon, il ne sont que six: trois religieux, un couple de protestants qui ne veut pas abandonner



«ses» orphelins et, indéfectible pour des raisons de lui seul connues, un garagiste français du coin.

Dans le réfectoire de la procure de Butare, à l'ombre de la cathédrale désolée: réduite en témoin silencieux, le dîner s'achève par une prière, chacun derrière sa chaise, debout. Un instant de recueillement puis, seul ou par petits groupes, on part pour la nuit. La salle est presque vide lorsque, sans faire de bruit, deux jeunes femmes entrent, s'asseyent, mangent sans dire un mot. Seulement ce regard, derrière de longs cils courbés, cet appel de détresse lancé par des yeux sombres, enfoncés dans le crâne comme des écobiers...

«Que faites-vous?» «Je me cache, mais je n'en peux plus», répond Grâce, un anorak noir serré sur le pagne, les cheveux sous un filet, rassemblés. «Ça fait plus d'un mois que ça dure. Je n'ai plus de forces. Qu'ils viennent donc me prendre. Au moins, comme ça, c'est fini.»

Avant «les événements», Grâce était au Groupe scolaire, juste en face, là où, depuis l'évacuation du principal camp militaire de Kigali, se remettent les blessés de l'armée. Aujourd'hui, traverser la rue, c'est la mort à coup sûr. «Une fois, dans un champ où, totalement épuisée, j'étais endormie, ils m'ont prise», raconte-t-elle. Mais, plus bandits que militaires, ces hommes l'avaient finalement relâchée en échange de toutes ses économies. L'équivalent de plus de mille francs. «Ils étaient surpris», se souvient Grâce, l'air songeur et presque joyeux. Avant d'ajouter: «Mais aujourd'hui, même les moins excités vous tuent, tout de suite, sans rien demander.» C'est que les rebelles du FPR, le Front patriotique rwandais essentiellement composé de Tutsis, sont sur le point de gagner la bataille de Kigali. Donc, plus que jamais, les Hutus ont peur et tuent. Débusqués, les rescapés de leurs massacres sont achevés comme des «ennemis infiltrés».

Une victoire rapide du FPR, la déroute de l'armée gouvernementale, est-ce l'espoir? «Pour nous, il n'y en a aucun», répond l'abbé hutu. «Si le FPR vient, ils vont tous nous tuer», affirme-t-il, sans être contredit. Tout en précisant qu'il ne les a pas vus de ses yeux, il fait état de témoignages accablants de contre-massacres. «Que voulez-vous, en entrant dans un village où il n'y plus de Tutsis, comment ne pas prendre les Hutus restants pour leurs assassins?» C'est, aujourd'hui, le résumé le plus sobre de la situation: dans l'enclave des tueurs, eux-mêmes traumatisés par le sang si abondamment versé, on continue de tuer pour ne pas être victime mais plutôt bourreau.

Et l'étranger? Dans la rue principale de Butare, à un jet de pierre de la procure, circulent presque quotidiennement les humanitaires: les convois de vivres de la Croix-Rouge internationale (CICR), les ONG cherchant à faire face à l'afflux, de plus en plus important, des réfugiés. «Qu'ils nous cachent dans leurs voitures, qu'ils nous sortent d'ici», supplie Grâce, avant de se raisonner. C'est impossible. Comme tant d'autres, avant même de quitter la ville, elle serait repêchée et achevée. «Alors, dites tout, souffle la jeune femme, désespérée. Qu'ils prennent tous leurs responsabilités: le gouvernement, l'étranger, les Nations unies. Autrement, de toute façon, nous sommes perdus.»

Stephen SMITH



A Kabagari, enterrement dans la fosse commune des Tutsis tués dans la nuit par l'armée.

Questions sur un massacre

Séquelles du colonialisme, héritage du tribalisme? La communauté internationale s'interroge sur les causes d'un génocide qu'elle a été incapable d'empêcher.

La question: comment 85% d'une population peuvent-ils se mettre à tuer rageusement leurs prochains en croyant, la plupart du temps sincèrement, que leur propre survie est menacée par cette minorité?

Première réponse: le Rwanda est une terre de massacres à répétition - de 1959 à 1961, en 1964, en 1973 et à nouveau depuis 1990, sans remonter plus loin dans l'histoire, effets comme ailleurs en Afrique d'un «tribalisme» meurtrier. Faut-il pour autant conclure à une haine atavique entre Hutus et Tutsis? En distinguant, pseudo-scientifiquement, entre «la minorité pastorale hamitique» - les Tutsis - et «la majorité paysanne hutue», le colonisateur belge a exacerbé le virus de la haine ethnique. Or, ni par la langue ni par la religion les Hutus ne se distinguent des Tutsis. Le racisme - mutuel - des Tutsis et des Hutus est pour une part l'invention d'une modernité importée et, souvent, mal assumée: faute de pouvoir repérer un Tutsi au physique, les miliciens hutus sont obligés de décorquer des cartes d'identité.

Seconde réponse: au Rwanda, on tue d'abord parce qu'on a peur. Tous ces miliciens armés de machettes et de gourdins ensanglantés sont pas des «sauvages» sans pitié. Certes, dans la misère, la vie humaine n'a pas la même valeur. Sûrement aussi, dans des sociétés paysannes, la violence est vécue autrement que dans le monde riche. Mais la terreur collective est «rationnelle» quoique insensée: le but est d'achever avant d'être à son tour tué. Les Hutus n'épargnent même plus femmes et enfants au prétexte qu'en 1959, lors de leur révolution contre la «féodalité» tutsie, ils les avaient laissés en vie et qu'une nouvelle génération est rentrée de l'exil les armes à la main.

Troisième réponse: la réciprocité. Se-

lon des témoignages dignes de foi, des exactions, voire des contre-massacres, ont été perpétrés par le Front patriotique rwandais (FPR), composé majoritairement de Tutsis. En attendant de connaître l'ampleur de ces exécutions, il faut certes se garder de conclure. Mais quand bien même il ne s'agirait que de «bavures», d'une rage vengeresse née du génocide, celles-ci correspondraient aux réflexes meurtriers de deux communautés dressées l'une contre l'autre à force d'être massacrées. Il ne faut pas non plus oublier l'impact qu'a eu, au Rwanda, la «démocratie assassiniée» au Burundi voisin. En octobre dernier, après trente ans de dictature minoritaire tutsie, le premier président hutu démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a en effet été abattu, lors d'un putsch, par des militaires tutsis...

Quatrième réponse: la manipulation. Lorsque, le 6 avril dernier, le président rwandais Juvénal Habyarimana a péri à son tour dans un attentat à ce jour inexpliqué, la riposte était prête et a été aussitôt mise en œuvre par tous les énarques du régime. Les mêmes qui, au temps fort de la dictature Habyarimana, avaient déjà massacré en douceur - notamment les escadrons de la mort du «réseau zéro» - ont incité à l'extermination des Tutsis. Le faible niveau d'instruction et la peur des paysans, encadrés par des miliciens et des «comités d'autodéfense civile», ont permis une redoutable efficacité: jusque dans le dernier hameau, au fin fond du «pays des mille collines», la machine meurtrière a fonctionné à l'appel des radios d'Etat.

Cinquième réponse: le racisme a été politisé. La démocratisation au Rwanda a fait naufrage sur des réalités ignorées. En introduisant le multipartisme, sous la pression de l'extérieur, ce petit pays a, selon la mauvaise formule consa-

crée, «réveillé de vieux démons». Les partis ont fleuri, sans programmes ni idées, simples coquilles vides des ambitions et haines auparavant contenues. Le «tribalisme» est devenu leur seul vecteur.

Dans le domaine religieux, le président de la conférence épiscopale du Rwanda, M^r Thaddée Nsengiyumva, dresse le même bilan: «Le message chrétien n'est pas passé. Après presque un siècle d'évangélisation, tout est à recommencer, autrement. Car les meilleurs catéchistes, ceux qui remplissaient le dimanche nos églises, ont été les premiers à sortir les machettes à la main...»

Et la responsabilité de l'étranger? Elle est plus facile à résumer, même si, du côté des Hutus, la haine viscérale des Belges et l'admiration béate pour la France - «notre seul pays ami» - a de quoi déconcerter. Pour avoir longtemps soutenu le régime du général-président Habyarimana, les yeux fermés sur des tueries - déjà - orchestrées, Paris paye aujourd'hui le prix de sa «fidélité». La France s'en dépeçait du boubier en faisant appeler à l'ONU et a réussi à rapatrier ses troupes du Rwanda à la fin de l'année dernière. Seulement, dès lors, le jeu était faussé: entre une dictature délaissée par sa puissance tutélaire et des troupes puissamment soutenues par l'Ouganda, les Nations unies ont été impuissantes. Dès la reprise de la guerre, elle s'est retirée. Aujourd'hui aucun Etat ne voit plus pourquoi il en verrait ses soldats: pour s'y faire massacrer ou être les témoins impuissants des forfaits commis? Afin de sauver ceux qui peuvent l'être encore? Au Rwanda, il faudrait, estiment les experts, une intervention armée et offensive. Or, après le fiasco de la Somalie plus aucune voix ne se lève en faveur de cette solution?

S.S